

Document d'information sur le **Soudan**



متوفر أيضا باللغة العربية

Bilan en matière de sécurité humaine (HSBA) ■ Small Arms Survey

Numéro 9 ■ Février 2008

Effets d'écho

L'instabilité tchadienne et le conflit du Darfour

Le 2 février 2008, une force d'environ 4 000 combattants des trois principaux groupes rebelles du Tchad – l'Union des forces pour la démocratie et le développement (UFDD), l'UFDD-Fondamentale (UFDD/F) et le Rassemblement des forces pour le changement (RFC) – a atteint la capitale tchadienne, N'Djamena. Bénéficiant de l'appui de Khartoum, elle était arrivée de l'Ouest-Darfour moins d'une semaine auparavant, après avoir traversé la frontière près d'Adré, au sud d'El Geneina. Elle s'était ensuite rapidement dirigée vers la capitale, en évitant les forces du gouvernement concentrées à l'est pour se heurter finalement à elles aux environs de Massaguett, à 50 kilomètres seulement au nord-est de N'Djamena, le 1^{er} février. Après une heure de combats, l'armée tchadienne et le président Idriss Déby ont dû battre en retraite à N'Djamena. Après 17 ans au pouvoir, le régime de Déby semblait perdu pour beaucoup, aussi bien au sein des forces rebelles et gouvernementales que de la population civile et de la communauté internationale. Mais le président et ses forces ont tenu bon, notamment grâce à un arsenal imposant, composé de chars et d'hélicoptères.

L'attaque représentait peut-être le point le plus bas à ce jour de la crise grandissante entre le Tchad et le Darfour, dont les causes profondes persistent. Le président Déby est confronté à des insurrections quasiment depuis le jour de son arrivée au pouvoir en 1990. Néanmoins, ces rébellions ont gagné en organisation et en intensité ces dernières années, en partie en raison de l'aide de Khartoum. Comme on pou-

vait s'y attendre, le Tchad a riposté en s'impliquant de plus en plus dans le conflit du Darfour. Des échos de la crise du Darfour ont depuis émergé dans l'est du Tchad : suite à l'arrivée de plus de 200 000 réfugiés soudanais, des milices *janjawids* semblables à celles du Darfour ont contribué au déplacement de 170 000 Tchadiens de plus en 2005 et 2006. Trente mille réfugiés tchadiens supplémentaires ont pris la fuite et traversé la frontière pour *entrer au Darfour*.¹

L'instabilité tchadienne grandissante est liée à des facteurs interdépendants complexes présents au Tchad comme au Soudan, à l'échelle locale et nationale. Citons par exemple les conflits ethniques localisés exploités par le régime de Déby, l'opposition que le Tchad manifeste depuis longtemps au gouvernement répressif de Déby et la lenteur du processus de démocratisation et enfin l'utilisation de personnes interposées armées aussi bien par Khartoum que par N'Djamena.

Ce *Document d'information* décrit l'évolution de la crise actuelle. Pour comprendre les développements récents, il est nécessaire de les replacer dans le contexte des conflits ethniques et des luttes pour le pouvoir politique qui sévissent au Tchad et au Soudan depuis les années 1990. Nous nous intéressons en particulier à l'émergence de groupes rebelles et de milices interposées depuis la fin de l'année 2005, et aux nombreuses difficultés auxquelles se heurte le déploiement de soldats de la paix de l'ONU, de l'Union africaine et de l'Union européenne.

Les conclusions de ce *Document d'information* sont les suivantes :

- Les forces interposées soutenues par N'Djamena et Khartoum échappent de plus en plus au contrôle de leurs commandants et posent de sérieux risques pour les deux capitales. Ces milices sont impliquées dans des conflits ethniques et politiques locaux et limitent la capacité du Tchad, du Soudan ou de la communauté internationale à stabiliser la région.
- La rébellion tchadienne intermittente a repris de plus belle depuis l'échec de l'accord de paix d'octobre 2007 entre le régime de Déby et les principaux groupes rebelles tchadiens. L'attaque contre N'Djamena lancée avec le soutien du Soudan et la campagne de bombardement menée par les forces tchadiennes contre les bases rebelles tchadiennes à l'intérieur du Darfour ont accentué la pression qui pèse déjà sur les relations fragiles entre Khartoum et N'Djamena.
- Les menaces proférées par les principaux groupes rebelles tchadiens contre le déploiement de soldats de la paix, ainsi que la confusion à propos du mandat des opérations de maintien de la paix et des rôles et responsabilités des troupes envoyées, augmentent le risque de violence et d'insécurité et mettent les opérations humanitaires en péril.
- Bien que largement ignorées par la communauté internationale, la diplomatie bilatérale et la pression internationale constituent des moyens essentiels de rétablir la sécurité au Tchad.

Effondrement progressif : les relations bilatérales de 1990 à 2005

Les causes de l'instabilité qui règne actuellement au Tchad sont profondes. Le président Idriss Déby a renversé son ancien mentor, Hissène Habré en 1990, à partir d'une base située au Darfour, où il s'était réfugié en 1989 après la persécution de son ethnie, les Beris. Habré y bénéficiait du soutien des Beris soudanais et d'Umar al-Bachir, qui venait de prendre le pouvoir au Soudan. Plus largement connus sous leur nom arabe « Zaghawa », les Beris vivent à cheval sur la frontière entre le Tchad et le Darfour. Fait important, Déby et plusieurs des principaux chefs rebelles du Darfour sont des Beri.³ Depuis que Déby est président, le pouvoir civil, militaire et économique au Tchad se trouve entre les mains de la communauté beri, et tout particulièrement son sous-groupe, les Bideyats, ainsi que son propre clan, les Kolyalas.⁴

Tout au long des années 1990, Déby était un allié loyal du régime soudanais. Il a constamment refusé d'apporter de l'aide aux rebelles soudanais — qu'ils proviennent du Darfour ou du Sud-Soudan — en dépit des demandes qui lui ont été faites depuis le début des années 1990.⁵ Mais, à partir de 2003, il n'a pas réussi à empêcher les deux mouvements rebelles au Darfour, l'Armée de libération du Soudan (ALS) et le Mouvement pour la justice et l'égalité (MJE), d'utiliser le Tchad comme base arrière, de recruter des combattants au sein même de la Garde républicaine tchadienne (un des piliers de son régime) et de gagner des appuis parmi les Beris tchadiens, y compris ceux proches du gouvernement. En mars et avril 2003, Déby a envoyé des troupes tchadiennes pour lutter contre l'ALS et le MJE au Darfour. Toutefois, comme on pouvait s'y attendre, les soldats beris du Tchad ne tenaient pas à se battre contre d'autres Beris et ont ainsi prévenu les rebelles du Darfour.

En mars 2004, Déby a servi Khartoum en créant un groupe dissident au sein du MJE (le MNRD, Mouvement

national pour la réforme et le développement), qui est parvenu à un accord de cessez-le-feu de courte durée avec Khartoum en décembre 2004.⁶ Il a réussi non seulement à affaiblir le MJE, mais également à se poser comme médiateur dans le cadre du conflit du Darfour. L'accord de cessez-le-feu humanitaire du 8 avril 2004 entre le gouvernement du Soudan, l'ALS et le MJE a été signé sous ses auspices. Mais la médiation tchadienne a très vite perdu de sa crédibilité aussi bien chez les rebelles qu'au sein du gouvernement soudanais en raison de la partialité perçue, et l'accord a été violé des deux côtés.⁷

Parallèlement, l'incapacité de Déby à empêcher son entourage de soutenir les rebelles du Darfour a affaibli sa crédibilité au sein de l'éminence grise de Khartoum. En réponse, à partir de 2003, Khartoum a intégré des éléments de l'opposition tchadienne du Darfour au sein des *Janjawids*.⁸ Parmi eux se trouvaient principalement des Arabes, eux-mêmes d'anciens supporters du Conseil démocratique révolutionnaire (CDR) (principal groupe de rebelles arabes tchadiens historique), ainsi que des Tamas, ennemis traditionnels des Beris.⁹ Lorsque ces groupes ne combattaient pas aux côtés de l'armée souda-



naise au Darfour, ils lançaient des attaques périodiques sur le territoire tchadien.

Il est difficile de savoir si Khartoum souhaitait déstabiliser la région frontalière ou installer un régime fantoche au Tchad. À partir de 2004, les opposants au régime tchadien ont afflué au Soudan dans l'espoir d'y trouver un soutien populaire.¹⁰ Pour sa part, Khartoum a reçu tous ceux qui étaient susceptibles de nuire au régime tchadien, y compris les Bideyats (parmi lesquels se trouvent des parents proches de Déby), qui se sont progressivement joints à la rébellion. En mai 2004, Déby a échappé à une tentative de coup d'État fomentée par des soldats de sa propre ethnie. Depuis, notamment depuis la fin de l'année 2005, les désertions se sont multipliées. Cependant, alors qu'en 2003, les déserteurs partaient rejoindre les rebelles du Darfour, ils se rallient désormais aux mouvements rebelles anti-Déby au Tchad, directement soutenus par Khartoum.

En 2004, Khartoum a commencé à demander aux nombreuses factions tchadiennes rebelles de s'unir. À partir de 2005, Déby a entamé un rapprochement avec les groupes rebelles du Darfour (l'ALS – Minni Minnawi et le MJE), en leur demandant en échange de s'engager à participer à la lutte contre les rebelles tchadiens sur le sol tchadien.

La situation s'est vite détériorée. Une attaque contre la ville frontalière d'Adré, lancée le 18 décembre 2005 par le Rassemblement pour la démocratie et les libertés (RDL), mouvement rebelle tchadien constitué de Tamas et dirigé par le capitaine Mahamat Nour Abdelkarim, a marqué un tournant. Déby a alors compris que le Soudan soutenait résolument les rebelles tchadiens contre lui. Si les rebelles ne sont pas parvenus à s'emparer d'Adré, le raid a néanmoins permis à Mahamat Nour d'afficher sa force puis de prendre la tête de la coalition rebelle soutenue par le Soudan, le Front Uni pour le Changement (FUC).¹¹ Dès lors, Déby a activement soutenu les rebelles du Darfour.

Intensification de la guerre par personnes interposées : décembre 2005-octobre 2006

La stratégie de Khartoum consistait à amener les différentes factions rebelles tchadiennes au sein du FUC, pour qu'elles se retrouvent toutes sous la direction de Mahamat Nour. Comme beaucoup d'intervenants clés du conflit du Darfour, Mahamat Nour travaille depuis longtemps pour Khartoum. Il a travaillé comme agent de renseignements soudanais dans le Nil supérieur occidental et a été chef de *Janjawid* dans l'Ouest-Darfour, où il recrutait des troupes au sein de son ethnie tama pour les Forces de défense populaire (FDP) soudanaises.¹² En l'occurrence, le FUC n'a pas duré longtemps, bien que sa seule attaque notable ait failli être une grande victoire. En avril 2006, une colonne du FUC a avancé directement sur N'Djamena, où elle n'a été vaincue qu'à la dernière minute, le 13 avril, en raison du soutien français et de la mauvaise préparation du FUC. En même temps, les forces armées tchadiennes et le MJE¹³ ont repoussé d'autres forces rebelles en provenance d'Adré.¹⁴

Au milieu d'accusations de fraude électorale, Déby a été réélu à la tête de l'État en mai 2006.¹⁵ Très vite, il a œuvré en faveur d'un rapprochement avec Bashir, en ayant recours au chef libyen Mouammar Kadhafi comme médiateur. Le 26 juillet 2006, un accord a été signé en vertu duquel chaque gouvernement s'engageait à ne pas donner refuge aux rebelles de l'autre et, le 8 août, les relations diplomatiques entre les deux pays s'étaient normalisées. À la fin du mois, ils ont accepté de signer un accord-cadre officialisant la norma-

lisation de leurs relations « en tant qu'amis et bons voisins », mais de nombreuses personnes ayant assisté de près au processus avaient le sentiment que le dégel avait peu de chances de durer.

L'accord a en effet été de courte durée, mais il s'agissait de la première tentative bilatérale qui ait eu un impact réel sur le terrain. Déby a demandé à ce que les rebelles du Darfour cherchant asile quittent le Tchad, ce que certains ont fait.¹⁶ Pendant ce temps, les rebelles tchadiens basés au Darfour sont retournés au Tchad, mais avec l'intention claire de reprendre l'offensive le plus rapidement possible. À la fin de la saison des pluies (juillet à septembre), les rebelles et les *Janjawids* ont indépendamment repris les attaques au Tchad, et l'accord bilatéral a donc échoué. Vers la fin de l'année, les rebelles du Darfour avaient de bonnes raisons de s'attendre à ce que le Tchad soutienne de nouveau leur cause.¹⁷ Fait plus inquiétant, l'échec de l'accord signalait peut-être que les régimes soudanais et tchadien perdaient l'un comme l'autre le contrôle de leurs personnes interposées.

Les victoires militaires des rebelles du Darfour ont servi à renforcer le soutien qu'ils recevaient de N'Djamena. Le 7 octobre 2006, par exemple, le Front de rédemption national — nouvelle coalition de groupes rebelles opposés à l'accord de paix du Darfour — a attaqué la base soudanaise de Kariyari à la frontière avec le Tchad, de l'autre côté du camp de réfugiés soudanais d'Ouré Cassoni.¹⁸ Le démantèlement de la base servait les intérêts de N'Djamena. En fait, les rebelles du Darfour bénéficiaient d'un soutien actif puisqu'ils étaient autorisés à entrer sur le territoire tchadien et à y rester avant et après l'attaque.¹⁹

Khartoum a constamment essayé d'unir les différentes factions rebelles tchadiennes mais n'a rencontré qu'un succès limité.

Pendant ce temps, les *Janjawids*, accompagnés d'éléments soudanais et tchadiens, ont repris les attaques sur le territoire tchadien dans le département du sud-est de Dar Sila. Des combats ont également éclaté entre ces éléments et les rebelles du Darfour. Jusqu'alors, on ne voyait les *Janjawids* présents au Tchad qu'à cheval mais, à partir d'octobre 2006, ils se déplaçaient également dans des voitures très vraisemblablement fournies par les groupes rebelles soudanais ou tchadiens. De même, les *Janjawids* portaient souvent des uniformes soudanais et des cartes d'identité de l'armée soudanaise ont été trouvées sur des soldats tués au combat.²⁰

Nombre de ces attaques lancées à la fin de l'année 2006 par des rebelles tchadiens soutenus par les Soudanais préfiguraient une offensive beaucoup plus grande. Le 22 octobre, l'Union des forces pour la démocratie et le développement (UFDD), nouvelle coalition formée le matin même, a directement attaqué Goz Beida, la capitale de Dar Sila. Le lendemain, l'UFDD attaquait Am Timma, capitale du département voisin, Salamat. Ces attaques surprises ont permis au gouvernement soudanais de tenter une nouvelle fois de former une coalition de tous les groupes rebelles tchadiens afin de remplacer le FUC défaillant. Ce deuxième effort en vue de créer l'unité a été déclenché par le retour de deux vétérans de l'insurrection tchadienne précédente : l'Arabe Acheikh Ibn Oumar Saïd, ancien dirigeant du CDR qui avait été tour à tour ministre et rebelle sous tous les régimes depuis 1979 ; et Mahamat Nouri, Goran du sous-groupe des Anakazzas, comme Hissène Habré. Nouri avait été ministre sous Habré et Déby.²¹

Les incursions de l'UFDD avaient pour but de préparer Mahamat Nouri à prendre la tête d'une coalition plus large. Peu de temps après, les différentes factions rebelles et leurs partisans soudanais se réunissaient à Geneina, dans l'Ouest-Darfour, afin d'élargir la base de l'UFDD. Mais l'UFDD n'est pas parvenue à rallier nombre des groupes les plus importants, y compris le noyau

tama du FUC, qui est resté fidèle à Mahamat Nour. En mai 2007, l'UFDD a également dû accepter la désertion d'Acheikh Ibn Oumar et d'Abdelwahid About Makaye, qui ont pris des membres arabes avec eux pour fonder le mouvement dissident UFDD-Fondamentale. Ainsi, ce deuxième effort d'unification semblait voué à l'échec aussi rapidement que le premier.

Divisions ethniques

Depuis son arrivée au pouvoir, Déby gère les rébellions en ayant recours à la fois à la répression et à des propositions ciblées. Il récompense ceux qui reviennent à lui en leur offrant de l'argent et un statut : d'innombrables anciens rebelles du Tchad sont devenus ministres, d'Abbas Koty (de l'ethnie des Zaghawas) à Moïse Ketté (du Sud du pays), en passant par Mahamat Garfa (de l'ethnie des Tamas) (bien que les deux premiers aient été assassinés par le régime plus tard).²² Même avant l'émergence de l'UFDD, des rumeurs circulaient selon lesquelles Mahamat Nour, en disgrâce à Khartoum suite à l'échec du FUC, reviendrait peut-être dans les rangs de Déby. En février 2006, avec l'appui de la Libye, c'est exactement ce qu'il a fait et il a reçu en retour un cadeau d'une importance inhabituelle : le poste de ministre de la Défense.

Mahamat Nour est arrivé en force, accompagné de 4 000 à 6 000 hommes entièrement armés.²³ Ils étaient sensés être intégrés au sein de l'armée tchadienne, mais ils ont refusé de se mélanger aux soldats beris ou d'être désarmés. Concentrés dans leur terre natale de Dar Tama, ils y opéraient en tant que milice tama, perpétrant des actes de violence contre les civils d'autres ethnies, notamment les Beris.

Ils ont attaqué des Beris soudanais qui s'étaient réfugiés dans le camp de Kounoungou à Dar Tama²⁴ et ont également envahi des communautés de Beris et de Gorans qui s'étaient installées à Dar Tama au cours des trente années précédentes suite à des sécheresses consécutives.²⁵ Les milices beris ont répondu par des actes de violence à l'encontre des civils tamas.

En accordant une récompense généreuse à Mahamat Nour, Tama dont les hommes tuaient des Beris, Déby s'est initialement aliéné son propre peuple. D'autres Beris ont commencé à rejoindre l'opposition tchadienne. Au milieu de l'année 2007, les relations entre Déby et Mahamat Nour se sont refroidies, suite à des rumeurs selon lesquelles il était peut-être en train de préparer un coup d'État. Le 1^{er} décembre, après la résistance des forces de l'ex-FUC de Dar Tama face aux efforts du gouvernement pour les désarmer, Déby l'a renvoyé et a arrêté le sultan tama Haroun Mahamat, un des chefs traditionnels les plus respectés de l'est du Tchad. Mahamat Nour s'est réfugié à l'ambassade libyenne de N'Djamena. En l'espace de quelques mois seulement, Déby avait renoncé à son alliance risquée avec les Tamas.

Misant encore davantage sur les rivalités ethniques, Déby a également cherché à vilipendé les Arabes tchadiens en expulsant certains ministres arabes du gouvernement — notamment Rakhis Mannani, ancien chef du CDR — et surtout, en lançant une campagne les dénonçant comme des *Janjawids* et des « mercenaires » à la solde de Khartoum.²⁶ Sa stratégie était visiblement de se présenter comme un rempart pro-occidental contre un Soudan cherchant à « arabiser » et « islamiser » toute la région. Mais en dénonçant ainsi les Arabes tchadiens, il augmen-

Parce que Khartoum rechignait à soutenir les rebelles arabes tchadiens dans leur lutte, certains ont réinvesti les rangs de Déby.

tait le risque de reproduire au Tchad l'abîme entre les Arabes et les non-Arabes qui existait au Darfour.²⁷

Cela ne s'est pas produit jusqu'à présent, en partie en raison des dynamiques (identitaires ?) arabes. Au Darfour, les nombreux Arabes tchadiens qui avaient quitté le pays pour le Soudan des dizaines d'années plus tôt s'étaient vu offrir ou promettre le pouvoir local, des richesses, des terres et une aide au développement par Khartoum, en échange de la formation de la majeure partie des *Janjawids*. Mais depuis l'accord d'Abuja de mai 2006, de plus en plus d'Arabes tchadiens, comme de nombreux Arabes du Darfour, ont perdu confiance en Khartoum.²⁸ Des personnalités arabes éminentes du régime tchadien, telles que l'ancien ministre de la Défense et actuel gouverneur de la région d'Ouaddaï, Bichara Issa Jadalla, encouragent les Arabes tchadiens du Darfour à délaisser Khartoum. En tant qu'Arabe Mahariya Awlad Mansur, Bichara est en contact avec d'éminents chefs *janjawids* au Darfour, à commencer par des membres de sa tribu tels que Mohamed Hamdan

Dogolo « Hemeti », autre Mahariya Awlad Mansur d'origine tchadienne, qui s'est récemment retourné contre Khartoum.²⁹

Ainsi, N'Djamena et Khartoum se battent pour les Arabes tchadiens, et non pas seulement ceux qui ont quitté le Tchad il y a des dizaines d'années. Tout au long de l'année 2007, Déby a rappelé les Arabes à son régime, en leur promettant l'amnistie de leurs crimes et en offrant les mêmes avantages que Khartoum.³⁰ Cette politique a commencé à porter ses fruits lorsque le principal groupe rebelle arabe, la Concorde nationale du Tchad (CNT), s'est rallié à la cause de N'Djamena en décembre 2007. Parmi les raisons évoquées par la CNT pour avoir retourné sa veste, citons le fait que Khartoum avait clairement indiqué ne pas vouloir d'un Arabe à la tête du Tchad : premièrement parce que les Arabes tchadiens pourraient alors soutenir les Arabes du Darfour opposés à Khartoum et deuxièmement parce cela renforcerait les arguments des activistes internationaux qui dénonçaient les prétendus plans de Khartoum

d'« arabiser » la région.³¹ Depuis 2005, Khartoum préfère donc qu'un non-Arabe soit à la tête du Tchad — d'abord Mahamat Nour, puis Mahamat Nouri — en dépit de l'incapacité de l'un comme de l'autre d'unir les rebelles tchadiens.

La scission des coalitions : octobre 2006-heure actuelle

Incapable de rassembler les rebelles sous une seule bannière, Khartoum semble avoir relâché son soutien aux groupes armés tchadiens par personnes interposées depuis le début de l'année 2007. Même après un incident en avril dû à des forces pro-tchadiennes à Foro Boranga, juste de l'autre côté de la frontière au Soudan, qui a causé la mort de policiers soudanais,³² Khartoum a résisté aux représailles. En mai, le Tchad et le Soudan ont signé un nouvel accord en Arabie Saoudite, très similaire à celui de juillet 2006, en vertu duquel les deux pays s'engageaient une fois de plus à expulser les

Quelque 30 000 réfugiés tchadiens retournant à N'Djamena le 8 février 2008, suite aux attaques ratées contre la capitale par l'UFDD, l'UFDD-F et le RFC. © AP Photos/Sunday



rebelles de leur voisin. Comme auparavant, la saison des pluies a marqué une trêve difficile.

Sous la pression de Khartoum, les rebelles tchadiens ont accepté de négocier avec Déby sous l'égide de la Libye. Le 3 octobre, N'Djamena a signé un accord à Tripoli avec les quatre plus grands mouvements rebelles : l'UFDD, l'UFDD-Fondamentale, le RFC et la CNT. Tous avaient bénéficié du soutien soudanais par le passé et fait décisif, la plupart des factions restant à l'écart de ces négociations avaient moins d'effectifs et recevaient peu de soutien du Soudan.

Pendant les négociations, le gouvernement tchadien a accepté environ un tiers des demandes des rebelles, parmi lesquelles la réintégration des déserteurs dans l'armée. Mais le gouvernement de Déby a fermement rejeté nombre de demandes décisives, telles que la désignation d'un premier ministre de transition choisi par les mouvements rebelles, et l'organisation d'une table ronde incluant l'opposition officielle en vue de tenir de nouvelles élections.³³ Les doléances exprimées et la méfiance que continuait d'inspirer Déby se sont avérées suffisamment sérieuses — et l'engagement libyen et soudanais envers la paix suffisamment faible — pour que les rebelles se retirent de l'accord, d'où une réaction en chaîne d'attaques à partir du 24 novembre 2007.

Tandis que les forces de Déby étaient occupées à contenir et désarmer les forces de l'ex-FUC à Dar Tama et Dar Sila, le RFC et l'UFDD ont lancé une série d'attaques sur toute la frange est du Tchad, entre la frontière avec la République centrafricaine au sud et la ville de Kalait au nord, en prenant les militaires au dépourvu et en infligeant de lourdes pertes. Les forces de l'ex-FUC ont également attaqué l'armée. D'après les estimations, des centaines de membres des forces gouvernementales ont été tués et blessés en novembre et au début du mois de décembre. Du côté des rebelles, les pertes étaient probablement tout aussi élevées.³⁴

Tandis que l'armée tchadienne transférait ses forces dans la région en réponse aux attaques, le Front popu-

Encart 1 Retour à l'expéditeur : les flux d'armes entre le Tchad et le Soudan

Le Tchad comme le Soudan ont armé leurs adversaires réciproques à différentes étapes de la rébellion dans les deux pays. Ce processus de militarisation n'a toutefois jamais été constant, symétrique ou uniforme. En effet, l'armement irrégulier des différentes factions a changé la dynamique du pouvoir entre les groupes rebelles concurrents et favorisé les dissidences. Le recyclage constitue un deuxième aspect notable des transferts et flux d'armes dans la région, les armes capturées à un groupe de rebelles étant ensuite transmises à d'autres groupes.

Jusqu'au milieu de l'année 2004, les armes fournies par les Soudanais arrivant au Darfour étaient principalement destinées aux *Janjawids*. À l'époque, certains rebelles tchadiens qui recrutaient des combattants tchadiens ou d'origine tchadienne pour les *Janjawids*, tels que Mahamat Nour Abdelkarim, ont bénéficié de ce soutien. En 2005, la quantité d'armes parvenant aux *Janjawids ayant diminué*, Khartoum commença à armer des groupes rebelles tchadiens, dans certains cas avec des armes fabriquées en Chine, dont certaines étaient produites au Soudan.³⁵ Les armes étaient acheminées au FUC principalement et à la faction tama de Mahamat Nour en particulier, ce qui a créé des conflits avec la coalition rebelle.³⁶

L'essentiel de ce que l'on sait à propos des flux d'armes résulte des armes récupérées pendant les affrontements. Par exemple, les armes capturées au FUC par les forces tchadiennes pendant la bataille de N'Djamena d'avril 2006 comprenaient des lance-roquettes jumelés chinois, des canons sans recul (des B-10 chinois ou des SPG-9 russes) et des lance-roquettes RPG.³⁷

Un « chef de section » du FUC basé à Harara (au sud de Geneina) et capturé à N'Djamena en avril 2006 a indiqué ce qui suit à la police tchadienne : « Le président soudanais, Umar Hasan al-Bachir, est venu nous rendre visite en personne trois fois. À chaque fois, il a longuement discuté avec nos chefs. La dernière fois il nous a apporté de la nourriture, des uniformes et des armes par voie de terre. Les chefs sont partis en avion et les véhicules sont repartis vides. »³⁸ De nombreux combattants du FUC, y compris les prisonniers pris par les autorités tchadiennes, ont été vus en uniforme soudanais. Certains d'entre eux affirmaient être des soldats ou des officiers de police soudanais.³⁹ Il est significatif que des armes prises aux hommes de Mahamat Nour en avril 2006, comme celles confisquées à Adré en décembre 2005, ont par la suite été données à des rebelles du Darfour par le gouvernement tchadien. Une source proche d'Idriss Déby a admis que ce don avait eu lieu, en parlant de « retour à l'expéditeur ». ⁴⁰

Après l'échec du raid du FUC sur N'Djamena, Khartoum a transféré des armes à l'UFDD. La nouvelle coalition a reçu des lance-roquettes RPG, de l'artillerie antichar et antiaérienne, ainsi que des missiles SAM-7⁴¹. Mahamat Nouri a indiqué à Radio France Internationale (RFI) que « la plupart » de ces missiles avaient été saisis dans les stocks de l'armée tchadienne pendant le raid sur Abéché de novembre 2006. Il semble toutefois que des missiles SAM-7 aient également été fournis à l'UFDD par Khartoum. D'après un journaliste de RFI, il y avait « des caractères chinois... sur les batteries des missiles antiaériens de l'UFDD »⁴². Les livraisons d'armes de Khartoum aux factions rebelles tchadiennes, notamment l'UFDD, semblent s'être poursuivies au cours des premiers mois de l'année 2007, et surtout après septembre 2007.⁴³

Pour leur part, les rebelles du Darfour bénéficiaient du soutien tchadien (argent, cadeaux et vente de véhicules et d'armes) à partir de 2003, de la communauté beri notamment, et même de la famille de Déby, sans son consentement. Le MJE et notamment la branche Zaghawa de l'ALS en ont bénéficié, principalement grâce aux bons contacts d'Abdallah Abbakar Bashar avec la communauté beri au Tchad.⁴⁴ Apparemment, l'aide financière tchadienne a également permis à l'ALS d'acheter de l'artillerie antiaérienne au Tchad, dont environ 15-20 missiles SAM pris à l'ALS-Minni Minnawi par le G19 au cours de l'été 2006.⁴⁵

Après l'accord de paix du Darfour de mai 2006,⁴⁶ le G19 non signataire s'est rapidement procuré des armes pendant les affrontements avec l'armée soudanaise et l'ALS-Minni Minnawi. À l'automne 2006, la nouvelle alliance Front de rédemption national (qui comprenait le MJE et le G19) a également permis au G19 de bénéficier de l'aide de N'Djamena. Mais, en raison de la scission rapide au sein de la coalition, les armes et les véhicules tchadiens étaient principalement concentrés entre les mains d'une faction, à savoir celle d'Adam Bakhit et d'Abdallah Abbakar.

Le marché des armes de N'Djamena a également constitué une source d'approvisionnement. Il est possible d'acheter des kalachnikovs russes, des pistolets libyens et d'autres armes au prix de 200-600 USD. Ces armes légères semblent provenir de différentes sources, notamment la République démocratique du Congo via la République centrafricaine.

laire pour la renaissance nationale (FPRN) d'Adoum Yacoub, un des petits groupes rebelles non parties à l'Accord de Tripoli, a attaqué le secteur de Tissi à la frontière avec le Darfour et la République centrafricaine.

La violence armée a continué en janvier 2008 et l'armée tchadienne a riposté par le bombardement aérien des bases des rebelles tchadiens au

sud de Geneina, au Darfour. Khartoum a interprété ces actions comme des « attaques contre le Soudan » et menacé d'envoyer son armée à la frontière.⁴⁷

Khartoum avait de bonnes raisons de s'inquiéter. Le MJE⁴⁸ venait juste de lancer une grande offensive réussie dans l'Ouest-Darfour, contrôlant d'importants territoires au nord de Geneina pour la première fois, et

Encart 2 Groupes et coalitions rebelles tchadiens

Les groupes suivants représentent les groupes et coalitions rebelles les plus importants de 2005 à ce jour.

Front uni pour le changement (démocratique) (FUC/FUCD). Coalition fondée en décembre 2005 et escomptée (par Khartoum) unifier toutes les factions rebelles tchadiennes contre Déby sous le protégé soudanais Mahamat Nour Abdelkarim, un Tama. À son apogée en avril 2006, le FUC avait 5 000-7 000 hommes mais il est entré en phase de déclin après l'échec de son attaque contre N'Djamena le 13 avril. En mars 2007, la section tama du FUC s'est ralliée au régime tchadien et est devenue une milice pro-gouvernement opérant à Dar Tama.

Rassemblement pour la démocratie et les libertés (RDL). Principal composant du FUC, qui recrutait principalement parmi les Tamas (du Tchad et du Soudan), les Arabes tchadiens (les Eregats de Dar Tama principalement) et les Ouaddaïens.

Union des forces pour la démocratie et le développement (UFDD). Deuxième coalition de groupes notable bénéficiant du soutien soudanais, fondée le 22 octobre 2006 et dirigée principalement par Mahamat Nouri (un Goran). L'UFDD regroupe 2 000-3 000 hommes, dont des Ouaddaïens, des Arabes et des Gorans. Khartoum envisageait que l'UFDD remplace le FUC défaillant et unifie tous les principaux rebelles tchadiens contre Déby. L'UFDD opérait principalement dans le sud-est du Tchad, Adré, Abéché et l'ouest d'Ennedi (secteur de Goran). Elle était partie à l'Accord de Tripoli d'octobre 2007. Suite à plusieurs scissions, l'UFDD s'est trouvée réduite à deux factions principales :

(i) Union des forces pour le progrès et la démocratie (UFPD). Fondée en juillet 2006 par Mahamat Nouri, Goran du sous-groupe des Anakazzas, comme Hissène Habré. Nouri était auparavant l'ambassadeur du Tchad en Arabie Saoudite.

(ii) Rassemblement national démocratique (RND). Fondé par Adouma Hassaballah Jedareb (Arabe né d'une mère ouaddaïen), ex-membre du FPRN (cf. plus loin) et du FUC, qui a pris plusieurs combattants ouaddaïens avec lui après l'échec de l'attaque du FUC contre N'Djamena.

Rassemblement populaire pour la justice (RPJ). Composant bideyat du FUC, dirigé par Abakar Tolli et composé de déserteurs du sous-groupe des Borogats, groupe bideyat très proche des Gorans. Après la chute du FUC, il a rejoint l'UFDD.

UFDD-Fondamentale. Groupe dissident arabe de l'UFDD, fondé en mai 2007 par Acheikh Ibn Oumar Saïd et Abdelwahid Aboud Makaye, il était partie à l'Accord de Tripoli d'octobre 2007.

Conseil démocratique révolutionnaire (CDR). Un des mouvements rebelles tchadiens les plus anciens, fondé en 1978. Jusqu'en 1982, il était dirigé par Aycl Ahmat Agbash et depuis par Acheikh Ibn Oumar Saïd – tous deux des Arabes Awlad Rashid. Acheikh Ibn Oumar a choisi le nom CDR quand il a quitté la France, où il était réfugié politique, pour rejoindre la rébellion au Soudan et fonder l'UFDD avec Mahamat Nouri en 2006. Il s'en est séparé en mai 2007 et a formé l'UFDD-Fondamentale.

Rassemblement des forces pour le changement-Rassemblement des forces démocratiques (RFC-RAFD). Fondé en février 2006, il s'agit d'une coalition de plusieurs groupes de déserteurs bideyats, le principal étant le Socle pour le Changement, l'Unité et la Démocratie (SCUD). Initialement connu sous le nom de RAFD, il pris le nom de RFC pendant une brève alliance avec le Rassemblement National Démocratique Populaire (RNDP) ouaddaïen, groupe dissident du RND (cf. ci-dessus). Le RAFD est dirigé par Tom et Timan Erdimi, frères jumeaux bideyats et cousins d'Idriss Déby. En raison de ces liens familiaux, le gouvernement soudanais et les autres factions rebelles continuent à se méfier du mouvement. La force se compose d'environ 800 hommes. Ils sont basés principalement dans la zone de Hadjer Morfain, à la frontière soudanaise à l'est de Guéréda.

Concorde nationale du Tchad (CNT). Parfois appelée Convention nationale du Tchad. Principal groupe rebelle arabe tchadien, fondé en 2004 par Hassan Saleh Al-Gaddam « Al-Jineidi », Arabe Hemat tchadien et ancien membre du CDR dans les années 1970 qui participe à la rébellion contre Déby depuis 1994. La CNT a effectué sa première incursion sur le territoire tchadien en attaquant Haraz Manguigne, dans le sud de Salamât, en juillet 2004. Arrêté par le gouvernement soudanais, qui désapprouvait cette opération précoce, Hassan Saleh a été libéré en 2005 et est devenu le premier vice-président du FUC. Il s'en est séparé en juillet 2006. La CNT est le seul groupe rebelle à avoir contrôlé une partie du territoire tchadien – les secteurs du sud-est de Daguessa et de Tissi – pendant plusieurs mois en 2006 et 2007. Le groupe aurait eu des liens étroits avec les *Janjawids* actifs au Tchad et dans l'Ouest-Darfour. En mars 2007, la CNT a participé, avec des forces *janjawids*, à la très violente attaque contre les villages de Tiero et Marena à Dar Sila, qui a causé la mort de 200-400 civils et militaires.⁴⁹ En décembre 2007, après l'échec de l'Accord de Tripoli (auquel la CNT était partie), Al-Jineidi a repris les négociations directement avec le régime tchadien et finalement changé d'allégeance, emportant quelque 2 000 hommes avec lui.

Front populaire pour la renaissance nationale (FPRN). Fondé en 2001 par Adoum Yacoub, ce groupe de combattants ouaddaïens (comme Adoum Yacoub) et masalits était tout d'abord basé dans l'Ouest-Darfour. Lorsque la guerre du Darfour a commencé en 2003, la solidarité ethnique avec les civils non arabes a amené le FPRN à cesser de se rebeller contre N'Djamena pour combattre l'armée soudanaise et les *Janjawids* aux côtés de l'ALS tout récemment formée. Pour ces motifs, et étant donné l'amitié de Yacoub avec le défunt John Garang, le FPRN n'a pas bénéficié du soutien soudanais, au moins jusqu'à la fin de l'année 2007. Non partie à l'Accord de Tripoli, il opère principalement dans le secteur de Tissi, à la frontière entre le Tchad, le Soudan et la RCA.⁵⁰

Front pour le salut de la république (FSR). Dirigé par Ahmat Hassaballah Soubiane, Arabe tchadien de la branche Mahamid et ancien ministre de Déby. Groupe fondé récemment, il n'était pas partie à l'Accord de Tripoli et n'est pas fermement soutenu par Khartoum. À la fin de l'année 2007, le FSR s'est uni avec le FPRN. Ensemble, les deux groupes comprennent 500 hommes.

menaçait désormais sérieusement la capitale. Ayant contenu les rebelles tchadiens à l'est de la ligne Goz Beida-Abéché-Kalaït, la stratégie de N'Djamena semblait maintenant d'étendre la guerre sur le territoire soudanais, grâce aux activités du MJE. Pendant ce temps, Khartoum paraissait miser principalement sur les rebelles tchadiens pour la défense de Geneina.⁵¹ Ainsi, en dépit de leur succès limité, ils ont été réarmés une fois de plus : d'après des responsables tchadiens, Khartoum leur aurait probablement

donné plusieurs centaines de nouveaux véhicules avant leur raid sur N'Djamena le mois suivant.⁵²

Mais contrairement à leurs partisans, les groupes rebelles du Darfour et du Tchad ont préféré ne pas se battre les uns contre les autres directement. La stratégie du MJE consistait à laisser le sud de Geneina ouvert, en permettant ainsi aux rebelles tchadiens de revenir au sud-est du Tchad où l'armée tchadienne les attendait. C'est exactement ce que les rebelles ont fait à la fin du mois de janvier, mais cette fois

ils ont poursuivi leur chemin jusqu'à N'Djamena — en laissant le MJE craindre qu'un changement de pouvoir au Tchad mette fin à sa stratégie au Darfour. Les forces du MJE sont donc retournées au Tchad pour soutenir Déby, ce qui a permis à l'armée soudanaise d'attaquer les secteurs du MJE au nord de Geneina et poussé plusieurs milliers de nouveaux réfugiés à passer au Tchad.⁵³

Il est difficile de déterminer si et comment Khartoum continuera à soutenir les groupes tchadiens après l'échec

Le président de la Concorde nationale du Tchad (CNT), Hassan Saleh el-Dinedi (à droite), et le général Bichara Issa Djadallah, gouverneur d'Achebe et ancien ministre de la Défense tchadien, le 11 décembre 2007 à Abougoudam, dans l'est du Tchad.
© Sonia Rolley/AFP



du dernier raid sur N'Djamena et étant donné la condamnation internationale des rebelles. Même en attaquant N'Djamena, les rebelles tchadiens semblaient juger un retour au Soudan impossible, pas tant pour des raisons pratiques qu'en raison du fait que Khartoum ne souhaite pas les accueillir. « La prochaine bataille sera la dernière, mais quoi qu'il adviene, nous ne pouvons pas retourner au Soudan », a déclaré un des principaux chefs rebelles la veille de leur entrée dans N'Djamena.⁵⁴ Quelques jours plus tard, les forces rebelles restantes — dans quelque 200 véhicules — ont dû battre en retraite à Mongo, dans les montagnes du Guéra au centre du Tchad.

Même si les rebelles avaient réussi à N'Djamena, leur manque d'unité aurait été difficile à surmonter. Peu de

temps avant leur attaque contre N'Djamena, le RFC, l'UFDD, et l'UFDD-Fondamentale ont établi un commandement militaire commun, mais les divisions politiques qui existaient entre eux — comme, par exemple, les conditions d'éventuelles négociations avec le gouvernement — ainsi que les divisions ethniques, restaient fortes. Les deux principaux groupes impliqués dans les combats récents, l'UFDD (Gorans) et le RFC (Bideyats), sont incapables de créer une alliance réelle en raison des rivalités persistantes entre les Gorans et les Bideyats suite à l'éviction de Hissène Habré (un Goran) par Déby (un Bideyat). De nombreux Arabes qui ont beaucoup souffert sous Habré rechignent également à ramener les Gorans au pouvoir. Ces divisions signifient que la stratégie à

deux axes de Déby, qui consiste à allier les combats aux négociations tout en déjouant les tentatives soudanaises d'unification des rebelles tchadiens reste à l'ordre du jour. Le déploiement prévu des forces de maintien de la paix internationales dans l'est du Tchad constitue un autre facteur jouant en la faveur de Déby et contribue à expliquer pourquoi les attaques ont été lancées au mois de février.

La réponse internationale

La réponse de la communauté internationale à la crise du Darfour et du Tchad a été d'encourager fortement la mise en place d'opérations de maintien de la paix. La résolution 1778 du Conseil de Sécurité de l'ONU, adoptée le 25 septembre 2007, a créé la Mission

des Nations unies pour la République centrafricaine et le Tchad (MINURCAT), qui se composera de 350 agents de liaison militaires et agents de police travaillant directement sous le contrôle de l'ONU et aura pour fonction de contribuer à la « protection des réfugiés, des personnes déplacées et des populations civiles en danger, en facilitant la fourniture de l'assistance humanitaire dans l'est du Tchad et le nord-est de la République centrafricaine, et en créant les conditions en faveur d'un effort de reconstruction et de développement économique et social de ces zones ». ⁵⁵ Elle sera principalement axée sur la sécurité des réfugiés et des camps de déplacés internes.

Mais l'opération de maintien de la paix la plus importante sera la Force de l'Union européenne (EUFOR) Tchad/RCA, qui devrait regrouper environ 3 700 troupes chargées de prendre « toutes les mesures nécessaires, dans les limites de ses capacités et dans sa zone d'intervention de l'est du Tchad et du nord-est de la République centrafricaine, pour protéger les civils, faciliter la fourniture de l'aide humanitaire et garantir la sécurité du personnel de l'ONU ». ⁵⁶ L'expression « toutes les mesures nécessaires » est généralement interprétée comme incluant l'engagement direct de groupes armés. Le déploiement a été retardé en raison du problème des contributions des troupes et des engagements financiers pour le transport, les avions et les ressources médicales mais les premiers soldats italiens et espagnols de l'EUFOR sont finalement arrivés à N'Djamena le 28 janvier. Les attaques des rebelles contre N'Djamena ont également retardé le déploiement. Le déploiement complet devrait avoir lieu d'ici au milieu de l'année 2008. D'après des estimations non officielles, le coût de la mission d'un an s'élèverait à 500 millions d'euros (725 millions USD), mais il se peut qu'il soit nettement supérieur. ⁵⁷

Au Tchad, les avis concernant les opérations de maintien de la paix sont très partagés. Après les avoir demandées puis rejetées au cours du premier semestre 2007, le gouvernement espère

maintenant qu'elles contribueront à protéger le régime contre les incursions déstabilisantes du Soudan. Jugeant toute intervention internationale entachée par les intérêts français, les rebelles et de nombreux civils voient dans ces opérations un simple prolongement de la force française de 1 200 hommes présente sur le terrain depuis 1986 (« l'Opération Épervier »). Les principaux groupes/coalitions rebelles tchadiens (le RFC, l'UFDD et l'UFDD-Fondamentale) ont proféré des menaces de violence explicites contre les forces de maintien de la paix. ⁵⁸ Ces menaces mettent le personnel humanitaire et leurs bénéficiaires, que l'EUFOR protégera, dans une situation très risquée. Les rebelles ont répété leur opposition à l'EUFOR après la défaite de N'Djamena, en demandant « aux autres pays européens [autres que la France] » de ne pas participer à « une opération dont l'objectif final est de protéger le régime de Déby ». ⁵⁹

La perception selon laquelle la France soutient Déby est un des principaux obstacles auxquels l'EUFOR sera confrontée. ⁶⁰ La France fournit l'essentiel des forces de maintien de la paix : en janvier 2008, les forces globales mises à disposition se composaient d'environ 3 440 soldats, dont 2 000 Français. ⁶¹ Il est également probable que la France apportera une contribution financière importante, au-delà des près de 120 millions d'euros (170 millions d'USD), au budget de l'Union européenne. ⁶² Au grand regret d'autres pays européens, dont le Royaume-Uni et l'Allemagne qui ont tous deux refusé de participer à l'opération, la France apporte sa contribution en l'absence d'un processus de réforme complet plus large ou d'offres réciproques de la part de Déby. Comme l'a expliqué un diplomate britannique,

« Nous ne comprenons pas pourquoi la France ne demande rien en échange [de l'EUFOR], comme un processus démocratique et un dialogue réel avec l'opposition officielle et l'opposition armée ». ⁶³

La France a joué un rôle limité mais significatif dans la défense de la capitale en février 2008. Les troupes françaises ont combattu les rebelles lorsqu'ils ont tenté de prendre l'aéroport de N'Djamena, qui était utilisé non seulement pour l'évacuation des ressortissants étrangers mais également comme base de lancement pour les hélicoptères de Déby. D'après les indications non confirmées d'une source de presse, des officiers français auraient coordonné la contre-attaque ratée des forces de l'armée tchadienne contre les rebelles le 1^{er} février. Enfin, Paris a demandé à Tripoli — allié récent après l'affaire des infirmières bulgares ⁶⁴ — de fournir des munitions à Déby, en particulier pour les chars T-55 qui ont assuré sa survie au cours des jours qui ont suivi. ⁶⁵

Les rebelles tchadiens ne sont pas les seuls à refuser une plus grande ingérence de la France dans les affaires tchadiennes. Le sentiment anti-français est également répandu parmi les civils. La réputation de la France a pris un sérieux coup lors du scandale de l'Arche de Zoé d'octobre à décembre 2007, ⁶⁶ de nombreux Tchadiens étant convaincus que Paris essayait d'aider les six Français, accusés d'avoir kidnappé des enfants locaux et de les avoir présentés comme des orphelins du Darfour, à échapper à la justice tchadienne. Le fait que le 7 février, quelques jours seulement après l'attaque contre N'Djamena, Déby ait proposé de leur accorder le pardon — leur peine de huit ans de travaux forcés ayant maintenant été commuée en peine de prison de même

Pour qu'un processus de paix s'instaure au Tchad, une initiative diplomatique concertée et globale est nécessaire.

durée en France — n'a fait qu'aggraver ce sentiment.

Enfin, en dépit des différents mandats de la MINURCAT, de l'EUFOR et de l'Opération Épervier, les différences entre les rôles et responsabilités de ces forces sont loin d'être claires pour ceux qui se trouvent sur le terrain. Les troupes françaises de l'EUFOR et celles d'Épervier porteront des uniformes différents, mais les troupes de maintien de la paix européennes seront stationnées aux mêmes endroits que les troupes Épervier à N'Djamena et Abéché, et bénéficieront également de l'appui aérien d'Épervier. Ces complications ne présagent rien de bon quant à l'accueil de ces forces.

Remarques de conclusion

Les origines de l'instabilité actuelle au Tchad remontent à 1990 et beaucoup résultent de politiques ethniques sources de divisions. L'armement par Khartoum de certains *Janjawids* (Arabes et non-Arabes) au Tchad et la tentative de Déby d'exploiter les conflits locaux entre Arabes et non-Arabes et entre Beris et Tamas menacent d'étendre le conflit de l'est et du sud-est du Tchad au reste du pays. Ces divisions ethniques sont largement responsables de l'échec de l'union des rebelles du Soudan et du Tchad. Les alliances se fracturent, les tensions locales s'aggravent et les conflits auparavant justifiés par des buts et objectifs clairs ont laissé place à la violence gratuite.

La solution actuelle internationale d'envoi de troupes de maintien de la paix ne résout pas les causes profondes de l'instabilité. Surtout, ce qui est plus alarmant encore, elle pourrait placer les forces de l'ONU et de l'UE en conflit armé direct avec les forces locales et mettre les travailleurs humanitaires et leurs bénéficiaires civils en danger. Pour relancer le processus de paix, une initiative diplomatique concertée et exhaustive est nécessaire. Pour cela, le soutien de la communauté internationale est indispensable afin de maintenir le dialogue entre le gouvernement tchadien d'une part, et les rebelles et

l'opposition officielle d'autre part. Contrairement à ce qui s'est passé avec le processus libyen, les négociations futures devront compter avec l'opposition politique tchadienne et aborder les questions fondamentales liées à la gouvernance démocratique. Les rebelles ont accepté de telles négociations inclusives plusieurs fois déjà, pendant et après leur attaque de février contre N'Djamena, mais le président tchadien s'engage davantage encore dans la direction opposée : après l'attaque, les forces de Déby ont arrêté des personnalités importantes de l'opposition officielle, dont Ibni Oumar Mahamat Saleh, président de la coalition des partis de l'opposition, et Lol Mahamat Choua, qui était à la tête d'un comité chargé de surveiller l'application d'un accord entre l'opposition et le gouvernement en août 2007 à propos de la réforme du système électoral.⁶⁷ La communauté internationale doit faire pression pour obtenir leur libération.

Il existe d'autres points d'entrée évidents pour la communauté internationale. Il est impératif de faire pression sur N'Djamena pour l'obliger à cesser de soutenir les conflits locaux et l'armement des milices ethniques et l'amener à soutenir des programmes ciblés de désarmement, de démobilisation et de réintégration des milices et des groupes de rebelles. Ces activités devraient commencer par la milice des Tamas — beaucoup de ses membres étant d'anciens membres du FUC — qui s'est récemment réconciliée avec le régime. Elles devraient ensuite viser d'autres groupes rebelles qui sont peut-être prêts à déposer les armes. Il faut également faire pression sur le gouvernement tchadien pour qu'il cesse de soutenir les groupes armés du Darfour.

Le fait que Paris soit perçue comme protégeant le régime tchadien ne joue pas en faveur d'un dialogue authentique entre Déby et ses opposants. Une réflexion critique sur la politique française pourrait permettre à d'autres acteurs, à l'échelle européenne et internationale, de soutenir un processus diplomatique sérieux. Le choix d'un médiateur approprié est également

essentiel : l'ONU ou plus vraisemblablement l'UA, sont des partenaires institutionnels que l'opposition tchadienne serait prête à accepter.

La communauté internationale peut également jouer un rôle en offrant une aide au développement sélective, en mettant sur pied des programmes capables de tenir compte des changements écologiques rapides (et, dans certains cas, d'origine politique) et en résolvant les conflits entre les peuples nomades et sédentarisés d'une part, et entre les populations établies de longue date et les nouveaux venus d'autre part. Une aide permettant aux Arabes nomades de maintenir un style de vie adapté à leur environnement tout en réduisant au minimum leurs affrontements avec les autres communautés pourrait empêcher de futurs conflits au Tchad comme au Darfour.

Une pression diplomatique qui encouragerait les rebelles de Khartoum et du Darfour à reprendre les négociations après des échecs répétés aurait également une influence positive sur l'est du Tchad. Toutefois, toutes ces initiatives ne suffiraient pas à améliorer la sécurité. Les groupes d'opposition tchadiens ne se désarmeront pas unilatéralement en l'absence de changements systématiques sur l'arène démocratique au Tchad. ■

Notes

Ce Document d'information sur le Soudan a été rédigé par Jérôme Tubiana, journaliste et chercheur indépendant. Il a mené des recherches sur le terrain au Tchad au cours des 15 années passées et au Darfour depuis 2004. Il est le coauteur, avec Victor Tanner, de l'ouvrage *Divided They Fall: The Fragmentation of Darfur's Rebel Groups*, document de travail n° 6 du Bilan en matière de sécurité humaine.

- 1 Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (2007).
- 2 « Beri » est le terme employé par le groupe lui-même ; « Zaghawa » et « Bideyat » sont les termes employés par les arabophones.
- 3 Tubiana et Tubiana (1977) ; Tubiana (2006).
- 4 Lemarchand (2005), p. 121 ; Marchal (2007), p. 185-86.

- 5 Tanner et Tubiana (2007), p. 20.
- 6 Tanner et Tubiana (2007), p. 60-62.
- 7 Néanmoins, N'Djamena est resté comédiateur au cours des négociations d'Abuja jusqu'au début de l'année 2006.
- 8 Dans le conflit actuel du Darfour, le terme *Janjawid* désigne des milices gouvernementales interposées qui recrutent principalement parmi les Abbala arabes (gardiens de troupeaux de chameaux, principalement du Nord-Darfour et de l'Ouest-Darfour).
- 9 Entretiens avec des chefs de l'opposition tchadienne, Paris, janvier 2004.
- 10 Entretiens avec des chefs de l'opposition tchadienne, Paris, janvier 2004.
- 11 Il est parfois appelé Front uni pour le changement démocratique (FUCD).
- 12 Pour une analyse approfondie à ce sujet, voir Salmon (2007).
- 13 Il importe de noter que le MJE avait mobilisé une centaine de combattants sur sept véhicules pour l'attaque.
- 14 Des entretiens de rebelles tchadiens et darfouriens indiquent que depuis l'attaque de 2006 CONTRE N'Djamena les rebelles darfouriens, le MJE notamment, se sont régulièrement affrontés avec les rebelles tchadiens.
- 15 Des accusations similaires ont été faites contre lui par les rebelles et les partis de l'opposition au cours des deux élections précédentes de 1996 et 2001.
- 16 Entretiens avec les chefs de différents groupes rebelles au Darfour et au Tchad, septembre-octobre 2006 et mars 2007, et entretien téléphonique avec un chef rebelle tchadien, octobre 2007.
- 17 Entretiens avec les chefs de plusieurs groupes rebelles au Darfour et au Tchad, septembre 2006.
- 18 Tanner et Tubiana (2007), p. 55.
- 19 Entretiens avec des forces rebelles, Bahay et Kariyari, octobre 2006.
- 20 Interviews avec des déplacés internes tchadiens et des rebelles du MJE, Dar Sila (lieux non communiqués), octobre 2006.
- 21 En juillet 2006, Nouri a quitté son poste d'ambassadeur tchadien en Arabie saoudite pour rejoindre la rébellion et fonder l'Union des Forces pour le Progrès et la Démocratie (UFPD).
- 22 Marchal (2007).
- 23 Entretiens avec des sources proches du gouvernement tchadien, N'Djamena, mars 2007 et janvier 2008.
- 24 Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (2007a).
- 25 Entretiens avec des civils tamas, beris et gorans, N'Djamena et est du Tchad, septembre-octobre 2006 et mars 2007.
- 26 Voir, par exemple, le discours prononcé par le président Déby à Goz Beida le 7 janvier 2007, disponible à l'adresse <<http://www.presidencedutchad.org/president/Discours/allocationPRgoz.htm>>.
- 27 Tubiana (2005).
- 28 Tanner et Tubiana (2007), p. 62-64.
- 29 Entretiens avec des hommes politiques arabes tchadiens, N'Djamena et est du Tchad, janvier 2008.
- 30 Entretiens avec des chefs traditionnels arabes tchadiens, Dar Sila, janvier 2008.
- 31 Entretiens avec Hassan Saleh Al-Gaddam « Al-Jineidi », N'Djamena, janvier 2008.
- 32 Entretien téléphonique avec un chef rebelle tchadien, octobre 2007.
- 33 Entretien téléphonique avec un chef rebelle tchadien, octobre 2007.
- 34 Entretiens et entretiens téléphoniques avec des ONG humanitaires présentes dans l'est du Tchad, Paris, décembre 2007, et Tchad, janvier 2008.
- 35 Amnesty International (2006) et Small Arms Survey (2007), p. 4.
- 36 Correau (2007).
- 37 Ces armes ont été exposées par le régime après la bataille.
- 38 Entretiens avec des prisonniers du FUC transcrits par la police tchadienne, dossier consulté par l'auteur.
- 39 Entretiens avec des prisonniers du FUC transcrits par la police tchadienne, dossier consulté par l'auteur.
- 40 Entretien avec une source proche d'Idriss Déby, N'Djamena, septembre 2006.
- 41 Correau (2007).
- 42 Correau (2007).
- 43 ONU (2006).
- 44 Abdallah Abbakar Bashar, Zaghawa Wogi soudanais, était le premier chef du personnel de l'ALS jusqu'à sa mort en décembre 2004.
- 45 Entretien avec un chef rebelle du G19, zone rebelle du Nord-Darfour, mars 2007. Voir également Tanner et Tubiana (2007), p. 42.
- 46 Cf. Small Arms Survey (2006).
- 47 Hasni (2008).
- 48 En particulier la faction de son chef historique, le Dr Khalil Ibrahim, et la faction dissidente récente de Bahar Idriss Abu Garda, son ancien vice-président et secrétaire général, maintenant basé au Nord-Darfour sur le territoire de l'ALS-Unité. Entretiens avec des chefs et représentants du MJE, Tchad (lieux non communiqués), janvier 2008.
- 49 Entretiens avec des témoins oculaires, Dar Sila (lieux non communiqués), janvier 2008. Hassan Al-Jineidi nie catégoriquement la participation de ses troupes. Entretiens avec Hassan Al-Jineidi, N'Djamena, janvier 2008.
- 50 Entretien avec Adoum Yacoub (lieu non communiqué), novembre 2007.
- 51 Entretiens avec des représentants du MJE et des responsables tchadiens, Tchad (lieux non communiqués), janvier 2008.
- 52 Six cents en tout, d'après un haut responsable tchadien. Entretiens avec des responsables tchadiens, N'Djamena, janvier 2008.
- 53 Entretiens avec des représentants du MJE, Tchad (lieux non communiqués), janvier 2008, et entretiens téléphoniques avec des ONG humanitaires présentes dans l'Ouest-Darfour et l'est du Tchad.
- 54 Entretien téléphonique avec un chef rebelle tchadien, février 2008.
- 55 Conseil de sécurité de l'ONU (2007), para 1.
- 56 Conseil de sécurité de l'ONU (2007), para 6a.
- 57 Seibert (2007), p. 38.
- 58 CNT, RFC, UFDD et UFDD-Fondamentale (2007). Le FSR a procédé de même dans un communiqué séparé.
- 59 RFC, UFDD et UFDD-Fondamentale (2008).
- 60 Ismail et Prendergast (2007).
- 61 IRIN (2008). D'après une évaluation indépendante publiée par le Massachusetts Institute of Technology (MIT), l'EUFOR n'a pas suffisamment d'effectifs pour accomplir sa mission et devrait « réunir entre 5 000 et 12 500 troupes, mais se rapprocher des 12 500 plutôt que des 5 000 » (Seibert, 2007, p. 32).
- 62 Cf. <[http://www.reliefweb.int/rw/RWB.NSF/db900SID/EDIS-7BAQGC/\\$File/Full_Report.pdf](http://www.reliefweb.int/rw/RWB.NSF/db900SID/EDIS-7BAQGC/$File/Full_Report.pdf)>.
- 63 Entretien avec un diplomate britannique, novembre 2007.
- 64 À la fin du mois de juillet 2007, la France a participé aux négociations ayant abouti à la libération de cinq infirmières et d'un médecin palestinien accusés d'avoir transmis le VIH à des enfants libyens. La Libye a obtenu un accord lui permettant d'obtenir des véhicules militaires, des navires, des systèmes de défense aérienne et des systèmes spatiaux (Samuel, 2007).
- 65 D'Ersu et Ploquin (2008).
- 66 Reuters (2007).
- 67 Amnesty International (2008).

Bibliographie

- Amnesty International. 2006. « Chad/Sudan: sowing the seeds of Darfur: ethnic targeting in Chad by *janjaweed* militias from Sudan ». Juin. <<http://web.amnesty.org/library/Index/ENGAFR20062006>>
- . 2008. « Chad: fears for safety of Chadian opposition figures ». Communiqué de presse. 5 février.
- CNT, RFC, UFDD et UFDD-Fondamentale. 2007. Communiqué de presse. 23 juillet.
- Correau, Laurent. 2007. « La révolution à l'ombre des 4x4 ». *Radio France Internationale*. 13 mars. <http://www.rfi.fr/actufr/articles/087/article_50266.asp>

- d'Ersu, Laurent et Jean-Christophe Ploquin. 2008. « La France a permis à Idriss Déby de sauver son régime ». *La Croix*. 7 février. <<http://www.la-croix.com/article/index.jsp?docId=2328320&rubId=1094>>
- Hasni, Mohammed. 2008. « Sudan-Chad tensions escalate ». *The Times* (Londres). 7 janvier.
- IRIN. 2008. « EUFOR-Chad/CAR operation to be launched next month ». 14 janvier.
- Ismail, Omer et John Prendergast. 2007. *A Race Against Time in Eastern Chad*. Rapport de stratégie Enough n° 7. Washington : le projet Enough. <http://www.enoughproject.org/reports/chadrace_20071107.php>
- Lemarchand, René. 2005. « Où va le Tchad? » *Afrique Contemporaine*, vol. 2005/3, n° 215, p. 117-28.
- Marchal, Roland. 2007. « The unseen regional implications of the crisis in Darfur ». Dans Alex de Waal ed. *War in Darfur and the Search for Peace*. Cambridge, MA : Harvard University Press.
- Reuters. 2007. « France knew about children "rescue" ». 22 décembre.
- RFC, UFDD et UFDD-Fondamentale. 2008. Communiqué de presse. 10 février.
- Salmon, Jago. 2007. *A Paramilitary Revolution: The Popular Defense Forces*. Document de travail n° 10 du Bilan en matière de sécurité humaine. Genève : Small Arms Survey. Décembre.
- Samuel, Henry. 2007. « Inquiry into France's Libyan arms deal ». *Daily Telegraph* (Londres). 10 décembre.
- Seibert, Bjoern H. 2007. *African Adventure? Assessing the European Union's Military Intervention in Chad and the Central African Republic*. Document de travail du MIT Security Studies. Cambridge, MA : MIT Security Studies Program. Novembre. <http://web.mit.edu/ssp/Publications/working_papers/WP_07-1.pdf>
- Small Arms Survey. 2006. *No dialogue, no commitment: the perils of deadline diplomacy for Darfur*. Document d'information n° 4 du Bilan en matière de sécurité humaine. Genève : Small Arms Survey. Décembre.
- . 2007. *The militarization of Sudan: a preliminary review of arms flows and holdings*. Document d'information n° 6 du Bilan en matière de sécurité humaine. Genève : Small Arms Survey. Avril.
- Tanner, Victor et Jérôme Tubiana. 2007. *Divided They Fall: The Fragmentation of Darfur's Rebel Groups*. Document de travail n° 6 du Bilan en matière de sécurité humaine. Genève : Small Arms Survey.
- Tubiana, Jérôme. 2005. « Le Darfour, un conflit identitaire ». *Afrique Contemporaine*, vol. 2005/2, n° 214, p. 165-206.
- . 2006. « Après le Darfour, le Tchad? » *Alternatives Internationales*, n° 30, p. 22-26. Mars.
- Tubiana, Joseph et Marie-José Tubiana. 1977. *The Zaghawa from an Ecological Perspective*. Rotterdam : Balkema.
- ONU (Organisation des Nations unies). 2006. *Rapport du Secrétaire général sur le Tchad et la République centrafricaine, établi en application des paragraphes 9 d) et 13 de la résolution 1706 (2006) du Conseil de sécurité*. S/2006/1019. 22 Décembre.
- UNHCR (Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés). 2007. « UNHCR launches \$6.2 million appeal for internally displaced Chadians ». 27 février. <<http://www.unhcr.org/cgi-bin/texis/vtx/chad?page=press&id=45e404b94>>
- . 2007a. « Media relations and public information ». Notes d'information. 27 mars.
- UNSC (Conseil de sécurité de l'ONU). 2007. Résolution de l'UNSC n° 1778. S/RES/1778 (2007). 25 septembre.



À propos du Bilan en matière de sécurité humaine (HSBA)

Le Bilan en matière de sécurité humaine (HSBA) est un programme de recherche sur trois ans (2005-2008), administré par le Small Arms Survey. Il a été mis au point en collaboration avec le ministère des Affaires étrangères du Canada, la Mission de l'ONU au Soudan (MINUS), le Programme de développement de l'ONU (PNUD) et un large éventail d'ONG partenaires soudanaises et internationales. En produisant et diffusant activement des recherches empiriques ponctuelles, ce projet oeuvre en faveur des programmes de désarmement, de démobilisation et de réinsertion, de la réforme du secteur de la sécurité, ainsi que des interventions de maîtrise des armements dans le but de promouvoir la sécurité. Le Bilan est réalisé par une équipe pluridisciplinaire de spécialistes de la région, de la santé publique et de la sécurité. Il analyse la distribution de la violence armée sur le territoire soudanais et suggère la mise en oeuvre de politiques destinées à réduire l'insécurité.

Les documents d'information sur le Soudan permettent de faire un zoom régulier sur l'actualité du pays. Les numéros suivants seront axés sur des sujets variés, tels que la démilitarisation des autres groupes armés, les unités intégrées communes et les accords de sécurité locaux régissant l'utilisation des armes légères. Le HSBA publie également une série de documents de travail ponctuels et accessibles, disponibles en anglais et en arabe sur le site www.smallarmssurvey.org/soudan.

Le HSBA bénéficie de l'appui du Canada, du Groupe de prévention des conflits du gouvernement britannique, de la Danish International Development Agency (Danida) et du ministère norvégien des Affaires étrangères.

Remerciements

Mise en page : Richard Jones (rick@studioexile.com)

Cartographie : Jillie Luff, MAPgrafix

Nous contacter

Pour tout complément d'information ou pour nous faire part de vos impressions et commentaires, contactez Claire Mc Evoy, chef de projet HSBA, à l'adresse suivante : mcevoy@hei.unige.ch

Sudan Human Security Baseline Assessment
Small Arms Survey
47 Avenue Blanc
1202 Genève
Suisse

Tél. : +41 22 908 5777

Fax : +41 22 732 2738

Site Web : www.smallarmssurvey.org/sudan

